

Le magazine #01

Rétrospective Juillet-Déc. 2021

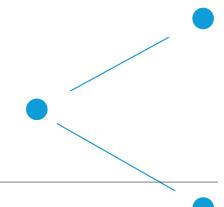


Dans les territoires — Po2 Événements du Réseau — Pog France / Bilatéral — P14

Europe / International — P18 La carto. — P25 La doc. — P27



DANS LES TERRITOIRES



EURODISTRICT TRINATIONAL DE BÂLE (ETB):

Faire participer les habitants à la réflexion sur l'avenir de leur région trinationale

PUBLIÉ EN JUILLET 2021

La situation sanitaire a révélé un défi majeur, celui de proposer un format adapté à une participation citoyenne en pleine pandémie. En collaboration avec l'Euro-Institut et la MOT, l'ETB a développé un concept axé autour d'un questionnaire et de plusieurs événements virtuels. L'objectif: assurer à la fois une large participation de la population et créer un réel échange entre les citoyens des trois pays.

La grande participation au questionnaire et la proportion de réponses aux questions ouvertes très élevée témoignent de la grande envie de la population de participer à la réflexion sur l'avenir de la région trinationale. Vivre dans la région frontalière est en effet perçu comme un atout par 88% des personnes interrogées. Afin de profiter pleinement du potentiel de la région, les citoyens souhaitent avant tout une meilleure mobilité transfrontalière et des informations transfrontalières fiables. Avec 402 souhaits concrets et idées de projets divers - que ce soit des lignes de bus, une plateforme de bénévolat transfrontalière ou une grande fête trinationale post-Covid - les citoyens ont donné des inspirations prometteuses pour l'avenir.



Dans des ateliers précédant l'événement principal, le forum citoyen, les participants ont choisi eux-mêmes les thèmes qui leur semblaient particulièrement importants pour l'avenir de la région transfrontalière. C'est sur ces thèmes qu'une cinquantaine de citoyens ont échangé dans des groupes trinationaux lors d'un forum en ligne pour proposer des projets concrets.

Les résultats de ce processus participatif viennent nourrir les discussions sur la Stratégie 2030 de l'ETB au sein de ses groupes politiques et techniques. Dans ces groupes, seront identifiés les bons interlocuteurs et la faisabilité des idées de projet.

Plus d'infos \longrightarrow



Thomas Zeller, Président de l'ETB, Vice-président de Saint-Louis Agglomération, Maire de Hégenheim



L'agglomération trinationale de Bâle est un véritable bassin de vie commun, fortement interconnecté. Pour construire notre Stratégie 2030, il nous a paru particulièrement important de fixer nos objectifs en fonction de ce qui importe à la population. Quelles sont les préoccupations des habitants de notre terri-toire? Comment leurs idées peuventelles nourrir nos projets transfrontaliers? En tant qu'experts du quotidien, les habitants de la région, riches de leurs expériences, savent précisément dans quels do-maines la coopération transfrontalière reste à améliorer. En cette année particulière, il était bien difficile, voire impossible, aux habitants de la région de se rencontrer. Il nous a donc paru d'autant plus important d'offrir à la population un moment d'échange sur l'avenir de leur région commune. Leur permettre d'échanger

sur ce qui fonctionne, mais également sur les obstacles qu'ils rencontrent dans leur quotidien. Leur permettre, enfin, de proposer leurs idées pour bâtir ensemble leur avenir. Ces échanges renforcent le sentiment d'appartenance à une région qui ne dévoile son plein potentiel que lorsque des voisins travaillent main dans la main.

Nous avons été enthousiasmés par l'intérêt que la population a porté à notre consultation citoyenne. 1200 personnes ont livré leurs témoignages quant aux obstacles transfrontaliers qu'ils rencontrent et nous ont transmis leurs idées pour le vivre ensemble au-delà des frontières. Il nous appartient désormais de faire bon usage de ces nombreuses idées et nous nous réjouissons déjà à l'idée de poursuivre un dialogue vivant avec la population.

France-Belgique: Partager son vécu

transfrontalier de la crise

PUBLIÉ EN JUILLET 2021



La crise a placé les habitants des régions frontalières dans une situation inédite mettant à l'épreuve tous les aspects de leur vie quotidienne. En l'occurrence, le quotidien des habitants du bassin de vie de l'Eurométropole de Lille-Kortrijk-Tournai a été fortement perturbé. Les effets concrets de ces restrictions méritent d'être davantage analysés afin de tirer des enseignements pour mieux agir à l'avenir. Dans ce contexte, les témoignages des citoyens, travailleurs et des entrepreneurs vivant ou pratiquant ce territoire transfrontalier sont indispensables.

Les contributions sont venus nourrir un travail produit par l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole (ADULM) et la MOT, en partenariat avec l'Eurométropole Lille-Kortriik-Tournai.

Plus d'infos →

Développement de la coopération sanitaire en Grande Région

PUBLIÉ EN SEPTEMBRE 2021



Le 31 août 2021, les ministres de la santé belge et luxembourgeois ont signé une déclaration d'intention en vue de négocier un accord-cadre de coopération sanitaire transfrontalier entre les deux pays.

Les objectifs de cette coopération portent sur :

- l'amélioration de l'accès aux soins de qualité des résidents des espaces frontaliers et la continuité des soins au profit de ces résidents;
- le renforcement de la performance des deux systèmes de santé par une mutualisation de l'offre de soins entre les deux versants frontaliers sous l'angle de la complémentarité;
- le développement d'échanges de bonnes pratiques et la coopération entre professionnels de santé;
- la mutualisation des connaissances et des pratiques dans le secteur de la santé.
 La conférence de presse qui a suivi avec le ministre de la santé belge, Frank
 Vandenbroucke, est en ligne sur le site du GEIE OEST.

Plus d'infos →

AGGLOMÉRATION URBAINE DU DOUBS:

« Nous devons développer une coopération transfrontalière de proximité » PUBLIÉ EN SEPTEMBRE 2021

Sept ans après sa constitution, le GLCT¹ de l'Agglomération Urbaine du Doubs (A.U.D.) a démontré son efficience en renforçant les connaissances mutuelles entre les élus qui permettent d'afficher des projets communs tout en portant d'une seule voix la parole d'un territoire binational.



Travaux de remise à niveau sur la ligne des Horlogers

Pôle urbain et économique au cœur de l'arc jurassien, les interactions y sont nombreuses. Celui-ci a pour originalité une économie qui repose sur des secteurs identiques et complémentaires dans les domaines de la microtechnique et micromécanique. Or, avec un nombre de frontaliers en croissance régulière et un tourisme d'achat soutenu, son réseau routier inachevé et sa ligne ferroviaire qui peine à satisfaire les besoins des usagers rendent mal aisée son accessibilité.

Cette amélioration de la mobilité, tant interne qu'externe, est aujourd'hui un enjeu prioritaire.

L'A.U.D. s'engage également dans d'autres thématiques fondamentales pour son attractivité comme l'aménagement du territoire, la santé, la citoyenneté en lien avec les autorités supérieures



et compétentes concernées. L'ambition est de parvenir à un équilibre, compétitif et durable en restant fidèle à la convention cadre adoptée par le Canton de Neuchâtel, la Région de Bourgogne - Franche-Comté et le Département du Doubs.

« Nous avons pour devoir le développement d'une coopération transfrontalière de proximité en impliquant la société civile. Sans barrière linguistique, nous ne pouvons que renforcer notre identité commune en encourageant la diffusion d'informations relatives aux activités transfrontalières, dans des domaines comme la formation. la culture, la jeunesse. A nous également de soutenir micro-projets et manifestations transfrontalières. Notre nouveau site Internet² est une première réponse à cette nécessité. Aujourd'hui c'est un enjeu primordial au sein de nos sociétés qui ont tendance à se refermer sur elles-mêmes! », explique Pierre Vaufrey.



- 1 Groupement local de coopération transfrontalière.
- 2 https://www.agglomeration-urbaine-du-doubs.com/



Pierre Vaufrey,Président de l'Agglomération Urbaine

l'Agglomération Urbaine du Doubs, adjoint au maire de Morteau



L'Agglomération Urbaine du Doubs est née en 2006. D'abord informelle, cette collaboration a débouché sur la création d'un Groupement local de coopération transfrontalière, le seul de l'arc jurassien franco-suisse entre l'Eurodistrict trinational de Bâle et le Grand Genève. Il réunit aujourd'hui l'intercommunalité du Val de Morteau et les villes de la Chaux-de-Fonds et du Locle.

Cet espace binational de plus de 68 000 habitants, véritable bassin de vie représente 37 000 emplois de part et d'autre de la frontière et compte près de 10 000 travailleurs frontaliers. Pôle économique et résidentiel le plus important du massif du Jura, berceau de l'horlogerie suisse et française, idéalement situé sur l'axe Besançon Berne, ce territoire à forte vocation industrielle développe

des savoir-faire d'excellence dans un environnement naturel préservé. Notre but est de concourir à un développement équilibré, solidaire, compétitif et durable alors que la mobilité (dessertes ferroviaires, infrastructures routières, mobilité douce) face à une topographie de moyenne montagne est une problématique majeure. En parallèle, nous œuvrons en faveur d'une identité territoriale commune dont la finalité est de créer une véritable citoyenneté transfrontalière afin de sortir d'un fonctionnement basé sur le seul opportunisme économique conjoncturel. Nous sommes donc particulièrement heureux d'accueillir cette année l'Assemblée générale de la MOT et de vous faire découvrir notre territoire et ses défis.

Deux « Planspiele » franco-allemands dédiés aux régions frontalières

PUBLIÉ EN SEPTEMBRE 2021





Déclinaisons concrètes du Traité d'Aix-la-Chapelle, deux projets pilotes MORO¹ sur la frontière franco-allemande ont pour objectif de renforcer la dimension transfrontalière des pratiques du développement territorial, au travers d'une méthode innovante largement éprouvée en Allemagne, le « Planspiel »²:

- Dans la région du Rhin supérieur, les travaux de ce Planspiel portent sur « la conception d'un pool transfrontalier multisites d'activité à destination d'implantation d'entreprises ». L'objectif est de s'appuyer sur un aménagement intégré du territoire pour renforcer l'attractivité économique de la région frontalière et bénéficier du potentiel de développement spécifique au Rhin supérieur. Il a pour mandataire la Région Grand Est.
- Dans la Grande Région, les travaux ont eu lieu les 7-8 septembre et 4-5 octobre au sein de l'Eurodistrict SaarMoselle. Ils ont porté sur « le développement d'une agglomération transfrontalière intégrée ». L'objectif a été d'élaborer un processus qui permettra de concevoir un schéma de coordination transfrontalier pour l'agglomération, qui, bien que structurée en GECT depuis 2010, ne dispose pas aujourd'hui d'une telle stratégie. Il a pour mandataire le Regionalverband de Sarrebruck.

Les deux projets pilotes sont structurés autour d'un calendrier et d'un échéancier communs, qui assurent la comparabilité des résultats et rendent possible leur mise en miroir.

Plus d'infos \longrightarrow

« Vers la mise en place d'un système d'observation spatiale pour l'Allemagne et les régions voisines »

Le 14 septembre, la MOT a présenté « les activités françaises en matière d'observation transfrontalière » lors de la conférence finale du projet de démonstration d'aménagement du territoire MORO « Vers la mise en place d'un système d'observation spatiale pour l'Allemagne et les régions voisines » organisé par le BBSR.

Plus d'infos

- Projets pilotes de recherche spatiale (MORO) menés par le BBR/BBSR (Office fédéral allemand pour la construction et l'aménagement du territoire).
- 2 Le « Planspiel » est un jeu de rôle qui permet d'agir selon une méthode « flash » mobilisant un grand nombre d'acteurs autour de deux essions de deux jours chacune.

CIG FRANCO-LUXEMBOURGEOISE:

Des avancées notamment dans le domaine des transports et du télétravail PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2021



Suite à la sixième Commission intergouvernementale (CIG) francoluxembourgeoise qui s'est tenue le 19 octobre à Esch-Belval en présence du Secrétaire d'Etat Clément Beaune, des accords entre les deux pays ont été trouvés notamment sur les transports et le télétravail.

Parmi les avancées :

- 34 jours de tolérance fiscale au lieu de 29 pour les télétravailleurs français du Luxembourg;
- des mobilités renforcées, et 110 millions d'euros supplémentaires investis par le Luxembourg pour l'investissement ferroviaire ;
- l'amélioration de la sécurité transfrontalière ;
- le prolongement du périmètre de gratuité des transports;
- des accords dans le domaine de la formation des professionnels de santé, ainsi qu'en matière de coopération scientifique et universitaire.

Plus d'infos

Crise sanitaire:

un outil au service des déplacements transfrontaliers entre la France, l'Allemagne et la Suisse

PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2021



Alors que l'épidémie reprend en Europe et que les mesures sanitaires se renforcent de part et d'autre du Rhin, la Collectivité européenne d'Alsace et la Région Grand Est, en coopération avec le Centre Européen de la Consommation et le réseau INFOREST, ont mis en place. un outil numérique de franchissement des frontières. Sous la forme d'un formulaire web. il est destiné à renseigner l'usager sur les règles à respecter pour se rendre dans les pays voisins, en fonction du motif de son déplacement. Il vise à faciliter les déplacements dans la région franco-germano-suisse.





Une nouvelle stratégie pour l'Eurorégion **Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre**

PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2021

Lors de son dixième anniversaire le 27 octobre. l'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre a présenté son nouveau Plan stratégique. Ce Plan, qui correspond à la période 2021-2027 marquée par le début de sortie de la crise sanitaire, intègre une approche reposant sur un modèle de territoire résilient face aux situations de crise. Les priorités sont alignées sur l'agenda européen, les objectifs

de la CTE, et des grands thèmes d'actualité : énergie-environnement, nouvelles technologiesnumérique et démographie-action sociale. Elaboré grâce à la participation de nombreux citoyens, il vise à lever les obstacles liés au développement de l'espace transfrontalier. et à les transformer en opportunités.

Plus d'infos

TERACTION: des partenaires franco-italiens volontaristes rejoignent le réseau de la MOT

PUBLIÉ EN DÉCEMBRE 2021

Le 5 novembre 2021, l'équipe de la MOT a eu le plaisir d'accueillir dans ses locaux les cinq partenaires de la future association TERACTION pour une réunion de travail.

Il s'agit des Communautés de Communes savoyardes de Cœur de Savoie et des Versants d'Aime ; Les Groupes d'Action Locale (GAL) italiens du Canavese et des Valli di Lanzo, Ceronda et Casternone ; ainsi que l'Unité des Communes valdôtaines du Grand Paradis. Quatre de ces entités sont issues du Plan Intégré Territorial GraiesLab -Générations rurales actives et innovantes. Soutenu par le programme Interreg ALCOTRA, GraiesLab se compose de quatre projets: InnovLab, ExplorLab, SociaLab et MobiLab, tous contribuant à une stratégie transfrontalière commune via une approche multi-thématique. La méthodologie de travail adoptée est basée sur des approches de co-création ouvertes et sur les Living Labs activés pour chaque projet.

Face aux difficultés rencontrées en 2020 avec la pandémie de Covid-19 et afin de donner



davantage de stabilité à la coopération transfrontalière, une partie des membres de ce PITer franco-italien s'engage à présent dans la constitution d'une structure transfrontalière nouvelle pour approfondir et amplifier la dynamique de coopération existante pour les années à venir.

Dans cette même logique, les partenaires de TERACTION ont récemment adhéré au réseau de la MOT afin de bénéficier de son accompagnement dans la structuration juridique de cette démarche.

La première étape de ce processus consiste en la création d'une association transfrontalière de droit italien, nommée TERACTION.

La MOT suit de près cette initiative pour accompagner ses nouveaux membres dans ce travail visant à construire des passerelles à travers le massif alpin.

Plus d'infos \longrightarrow

Vers une coopération renforcée autour du Mont Viso

PUBLIÉ EN DÉCEMBRE 2021



Dans la poursuite d'une collaboration historique de 30 ans, les territoires situés au sud du Mont-Viso (3 841 m), montagne totem des Alpes du Sud, structurent leur coopération dans le cadre d'un Plan intégré territorial soutenu par le programme ALCOTRA dénommé « Terres Monviso ».

Ce plan de développement transfrontalier rassemble pas moins de 25 partenaires dont les trois communautés de communes françaises (Communauté de Communes du Guillestrois et du Queyras, de Serre-Ponçon, de la Vallée de l'Ubaye-Serre-Ponçon), six Unioni montane de la Province de Cuneo et six communes de la plaine du Saluzzese, représentant un total de 155 000 habitants et 68 communes. Le 7 septembre 2021, un Focus group a rassemblé à Caraglio (Cuneo, IT) l'ensemble des partenaires impliqués dans « Terres Monviso » dans l'objectif d'échanger sur les préconisations élaborées par la Fondazione Santagata pour l'économie de la culture et par la MOT en matière de faisabilité juridique et financière des outils de gouvernance

à disposition à la demande du coordinateur transfrontalier du projet.

Ce travail a permis de faire émerger une orientation vers une structuration souple, sous la forme d'une association transfrontalière, et dont les contours seront prochainement discutés entre les partenaires.

Dans les mois à venir, le partenariat francoitalien définira les modalités opérationnelles pour avancer vers une coopération toujours plus approfondie.

Plus d'infos →



Des micro-projets pour impliquer la société civile transfrontalière publié en décembre 2021

Lancé en 2017 pour une durée de cinq ans, le projet « Société civile dans le Rhin supérieur » a dressé son bilan lors d'une journée de clôture organisée par le GECT Eurodistrict PAMINA le 9 novembre 2021 à Lauterbourg. Financé dans le cadre du programme INTERREG VA Rhin supérieur, il visait à « impliquer davantage les acteurs de la société civile dans la construction commune d'un quotidien transfrontalier ».

Il a été conjointement porté par les quatre Eurodistricts du Rhin supérieur sous la responsabilité de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau. Après cinq ans, le bilan tiré est positif : « un total de 62 micro-projets a pu être réalisé par des acteurs de la société civile et 19 projets de rencontre franco-allemande par les Eurodistricts eux-mêmes, rassemblant ainsi un total de 10 200 citoyens dans la région du Rhin supérieur ». Plusieurs micro-projets ont été mis à l'honneur pour avoir fait preuve d'approches innovantes dans le maintien de leurs activités malgré les fermetures temporaires des frontières.

Ces micro-projets franco-allemands pourraient devenir une source d'inspiration pour d'autres programmes Interreg, notamment dans le contexte du Règlement CTE 2021-2027 favorable à l'émergence de ce type de fonds « people-to-people » pouvant représenter jusqu'à 20% de l'enveloppe globale de chaque programme.

Plus d'infos





À NOTER

D'autres initiatives innovantes en matière de participation citoyenne existent sur d'autres frontières, comme entre le Département des Pyrénées Atlantiques et la Diputacion Forale de Gipuzkoa¹ ou entre Tomiño et Cerveira (Espagne-Portugal)² qui portent chacun un projet de « budget participatif transfrontalier » impliquant la société civile. Ces projets démontrent le rôle important des Eurodistricts et des structures transfrontalières locales pour porter ce type de projets.

- 1 https://www.le64.fr/lactualite-dudepartement/convention-de-cooperationtransfrontaliere-entre-le-departement-des https://www.mediabask.eus/fr/ info_mbsk/20210419/le-departement-etle-gipuzkoa-lancent-un-budget-participatif
- 2 https://participacerveiratomino.eu/

ÉVÉNEMENTS DU RÉSEAU



CONFÉRENCE ANNUELLE À LA FRONTIÈRE FRANCO-SUISSE

À Morteau, le réseau de la MOT appelle à une plus grande reconnaissance des « bassins de vie transfrontaliers » PUBLIÉ EN SEPTEMBRE 2021

En présence de Joël Giraud, secrétaire d'Etat auprès de la ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, chargé de la Ruralité, plus de cent participants venus de l'ensemble des frontières françaises, se sont réunis les 21 et 22 septembre, à Morteau et à La Chaux-de-Fonds, à l'occasion de l'assemblée générale de la MOT et à l'invitation de l'Agglomération Urbaine du Doubs.

Les échanges ont révélé le besoin des acteurs de terrain de voir leurs problématiques transfrontalières mieux prises en compte, et leurs attentes dans le cadre du projet de loi 3DS, opportunité dont le réseau n'a pas manqué de se saisir en y apportant des propositions concrètes, comme le fait de mentionner explicitement les « bassins de vie transfrontaliers », ou de désigner un « point de coordination national ». Le lieu des échanges et les visites de terrain proposées aux participants ont illustré la réalité concrète du bassin de vie de l'arc jurassien franco-suisse. Les quatre tablesrondes ont apporté le témoignage d'autres territoires transfrontaliers sur ces enieux qu'ils ont en commun : la première a posé la question de la conciliation entre l'attractivité résidentielle et la préservation des ressources ; la deuxième celle de la relance économique: peut-elle être transfrontalière et solidaire?; la troisième qui a suscité de nombreuses questions de la part du public, était consacrée à l'inclusion citoyenne et territoriale transfrontalière. Enfin, la quatrième sur les enjeux de montagne, s'est déroulée en présence de la députée du Doubs,

Ces conférences peuvent être (re)visionnées en ligne sur la chaîne YouTube de la MOT, tout comme le déroulé des instances, qui ont dressé le bilan de l'année écoulée, validé les rapports d'activité et financier, et procédé à l'élection des nouveaux représentants du Bureau de l'association.

Plus d'infos \longrightarrow





« Je connais votre engagement, les missions de la MOT : accompagner les territoires transfrontaliers, veiller à leur mise en réseau et à leur reconnaissance. Cette mission est essentielle. Votre rôle doit être mieux reconnu. »

Joël Giraud, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS
DE LA MINISTRE DE LA COHÉSION DES
TERRITOIRES ET DES RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, CHARGÉ
DE LA RURALITÉ À L'AG DE LA MOT À MORTEAU



Christian Dupessey,

Maire d'Annemasse, Président du Pôle métropolitain du Genevois français, est réélu Président de la MOT



C'est un grand honneur pour moi d'avoir été réélu président de la MOT, et de pouvoir continuer à défendre avec vous la cause transfrontalière et européenne.

Depuis un an déjà, j'apprécie la valeur de notre association, son réseau et son équipe technique.

La pandémie a repoussé certaines échéances, mais elle nous a aussi donné l'occasion de revoir nos méthodes de travail, la MOT a démultiplié ses atouts et elle continue d'être une référence majeure pour les enjeux transfrontaliers. La crise a souligné l'importance du fait transfrontalier dans la vie de nos concitoyens, et la capacité de nos élus à inventer de nouvelles solutions.

L'identité transfrontalière a gagné mais les obstacles que rencontrent les « bassins de vie transfrontaliers » demeurent. La Présidence française de l'UF doit placer les questions transfrontalières au cœur du projet européen. Il faut désigner des points de coordination nationaux, fonctionnant en réseau sur chaque frontière et à l'échelle européenne, comme le propose le projet de règlement ECBM sur la résolution des obstacles transfrontaliers.

C'est en continuant d'œuvrer ensemble à toutes les échelles que nous réussirons à donner aux acteurs locaux les moyens de mener leurs projets, de résoudre les obstacles, et de bâtir sur chaque territoire une gouvernance transfrontalière capable de répondre aux besoins des citoyens.

Conférence « Liaisons ferroviaires transfrontalières » des 10 et 11 juin PUBLIÉ EN SEPTEMBRE 2021

La MOT a organisé, en partenariat avec l'Eurodistrict PAMINA et avec le soutien du Comité européen des Régions, un événement de haut-niveau sur les liaisons ferroviaires transfrontalières, existantes et manquantes.

S'inscrivant dans le cadre de l'Année Européenne du Rail, il a permis un partage d'expériences entre les acteurs locaux, nationaux et européens du ferroviaire et du transfrontalier. Il a mis en débat les défis et obstacles actuels en matière de mobilité dans les territoires transfrontaliers européens, puisque pas moins de 13 pays de l'UE étaient représentés au cours des quatre tables-rondes.

La matinée du 10 juin était consacrée à l'impact de la crise du Covid sur le transport ferroviaire transfrontalier. La première tableronde s'est concentrée sur les zones urbaines fonctionnelles caractérisées par d'importants flux pendulaires, comme la ligne de l'Øresund (Copenhague-Malmö) ou le Léman Express.

La deuxième portait sur les petites lignes reliant les zones moins densément peuplées, mettant l'accent sur leurs besoins et modèles économiques actuels.

La seconde matinée était dédiée aux chaînons manquants en Europe. Les enjeux sociaux, écologiques et économiques de certains missing links, tels que les lignes Colmar-Freibourg ou Saragosse-Canfranc-Pau, ont d'abord été présentés. Conçue comme une réponse à la précédente, la quatrième table-ronde a accueilli plusieurs décideurs politiques et acteurs stratégiques, lesquels ont indiqué la voie à suivre pour une Europe plus connectée et plus verte. A cette occasion, tous ont renouvelé leur soutien aux acteurs locaux désireux de voir ces missing links disparaître, et tous, à l'instar de Karl-Heinz Lambertz, président de l'ARFE, ont appelé à « une coopération plus intense pour relier les Européens par-delà les frontières ».



La conférence, qui a bénéficié d'une traduction trilingue simultanée (FR-EN-DE) grâce au soutien du CdR, a été suivie par plus de 200 personnes venant de différents pays d'Europe, parmi lesquels de nombreux acteurs du transfrontalier et du ferroviaire.

Plus d'infos

Co-organisation d'un atelier lors des 5^e rencontres européennes de la participation publié en OCTOBRE 2021



Les rencontres européennes de la participation, organisées par le réseau « Décider Ensemble », se sont tenues à Amiens du 13 au 17 septembre.

Design de service public, implication des citoyens dans la transition écologique, renforcement des institutions représentatives et de la légitimité démocratique de l'Union Européenne étaient parmi les thèmes mis à l'honneur lors de ce congrès des acteurs de la démocratie participative.

La MOT est intervenue lors d'un atelier

co-organisé avec la Coordination nationale des Conseils de Développement et Democratic society intitulé : « Une société civile transfrontalière, inscrite dans un récit collectif, est-elle possible? ». Aux côtés des expériences des conseils de développement des métropoles de Lille et de Strasbourg, le développement du sentiment d'appartenance à un même espace de vie a été questionné, à l'appui d'une participation accrue des usagers à la conception des politiques transfrontalières.

Plus d'infos \longrightarrow



EURegionsWeek -

« Respirer sans frontières » : retour sur l'atelier MOT

PUBLIÉ EN OCTOBRE 2021

A l'heure où la santé environnementale devient une préoccupation grandissante pour les populations et où la Commission lance son ambitieux « Zero-pollution action plan » dans le cadre du Pacte Vert européen, la MOT et son réseau ont souhaité organiser un atelier intitulé « Respirer sans frontières : les challenges pour améliorer la qualité de l'air dans les régions transfrontalières » lors de la Semaine européenne des villes et des régions.









Vers une économie transfrontalière circulaire?

PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2021

Le 18 novembre, l'Eurodistrict PAMINA a organisé, en partenariat avec la MOT, un séminaire sur l'économie circulaire en transfrontalier.

Avec les interventions d'institutions régionales (Région Grand Est, Landtag de Bade-Wurtemberg, Land de Rhénanie-Palatinat, Canton de Bâle-Campagne), nationales (Ministère de l'Energie et de l'Aménagement du territoire Luxembourgeois), et européennes (Commission, DG environnement et DG Regio), la journée a mis en avant la transversalité et les différentes échelles d'action sur lesquelles s'appuie l'économie circulaire. Si des études et de premières dynamiques de coopération peuvent être soutenues par la prochaine programmation INTERREG, celle-ci n'est pas suffisante pour traiter de l'ensemble des questions de recherche et développement, ou de rapprochement des infrastructures de traitement et de transformation qu'implique l'économie



circulaire en transfrontalier. Il est pour cela nécessaire d'aboutir à de véritables engagements stratégiques en commun des acteurs pour y parvenir.

L'enjeu est de taille, à l'image des premiers travaux élaborés à l'échelle de la Grande Région, pour faire converger en transfrontalier les enjeux en matière de préservation des sols et des ressources, de cohésion et d'emploi, de développement économique, ou encore d'agriculture. Les représentants de la Commission européenne, ont réaffirmé l'engagement européen pour l'essor de la thématique, dans le cadre du Green New Deal.



Le président de la MOT, Christian
Dupessey, est intervenu en clôture des
échanges, mettant en avant l'intérêt
du réseau de la MOT et le travail pionnier
du Grand Genève sur ce sujet. Il a promu
l'idée que « l'économie circulaire n'est
pas une mode, c'est une autre manière
de voir le développement », et mis en avant
l'enjeu de travailler en appui des acteurs
économiques pour faciliter le déploiement
de logiques de filières transfrontalières. Cette
première séquence de partage en appelle
ainsi d'autres!

Plus d'infos \longrightarrow

Lancement d'un groupe de travail sur la transition écologique

PUBLIÉ EN DÉCEMBRE 2021

lancé le 14 décembre 2021, en présence de 35 participants d'horizons très divers (parc naturels, énergie, transports, etc.).
Cette première session participative « Co-construisons le groupe 'Transition écologique transfrontalière'! » a été animée par deux membres du réseau de la MOT, l'Eurodistrict Trinational de Bâle et l'AUDAB (Agence d'urbanisme Besançon centre Franche-Comté).

Un nouveau groupe de travail de la MOT a été

Son objectif : identifier les défis, les difficultés et les clés de réussite à prendre en compte dans la mise en œuvre d'un projet transfrontalier en matière de transition écologique.

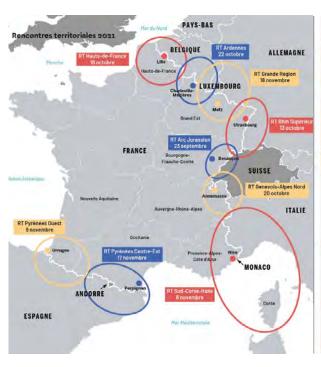
Grâce aux nombreux témoignages et à un premier travail axé sur trois enjeux clés - gouvernance, citoyenneté et co-développement – les participants doivent maintenant prioriser les axes de travail pour les prochaines séances du groupe. De quoi alimenter des travaux constructifs pour 2022!





Le Rhin entre Bâle, Huningue et Weil am Rhein, avec en arrière plan le « Dreiländereck » (frontière entre les trois pays qui illustre la coopération transfrontalière) et le port de Bâle dont l'un des enjeux est l'adaptation au changement climatique à travers un terminal permettant de transporter plus de marchandises par le rail ; et sur le devant, les rives vertes du Rhin dans un milieu urbain. ⊚ Hager Partner AG.

À la rencontre des territoires transfrontaliers pour préparer 2022 PUBLIÉ EN DÉCEMBRE 2021





Afin d'être au plus proche de son réseau et de le faire participer à la préparation de son programme annuel, la MOT a organisé à l'automne 2021, pour la deuxième année consécutive, neuf « Rencontres territoriales ».

Elles se sont tenues à distance et en présentiel, successivement à Besançon, Strasbourg, Lille, Annemasse, Charleville-Mézières, Nice, Urrugne, Perpignan et Metz, réunissant près de 200 participants.

L'enjeu était de réunir un multi-partenariat local, à l'échelle de chaque territoire transfrontalier, afin d'identifier les besoins et attentes de chacun tout en prenant en compte leurs spécificités, et de déterminer les capacités d'appui et d'action de la MOT aux côtés des territoires pour l'année 2022.

Ces réunions de travail ont réuni les membres du réseau ainsi que des acteurs-clés de la coopération transfrontalière. Pour la première fois, elles ont été ouvertes aux élus locaux et décideurs politiques.

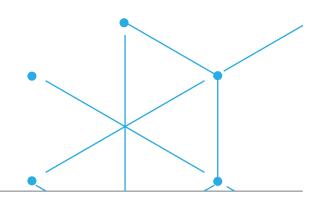
Après avoir identifié les enjeux transfrontaliers prioritaires pour chaque territoire, une séquence dédiée au montage de projets a permis à l'équipe de la MOT d'en esquisser plusieurs, en fonction des attentes des adhérents et des partenaires de la MOT.

Certaines idées transversales à plusieurs territoires ont été mises en exergue, telles que le besoin d'une stratégie globale ou systémique en matière de mobilité, ou encore l'enjeu de la reconnaissance des diplômes pour favoriser la formation et l'emploi transfrontaliers. En matière de gouvernance, plusieurs participants ont exprimé le besoin d'organiser des formations au transfrontalier à destination des élus locaux. La nécessité de s'accorder sur la définition des bassins de vie transfrontaliers est aussi revenue de façon récurrente. Le thème de la citoyenneté a été évoqué à plusieurs reprises et un appui méthodologique a été demandé à la MOT pour faciliter le dialogue citoyen transfrontalier. Enfin, on constate le besoin d'engager des démarches plus structurées et plus ambitieuses en matière d'observation transfrontalière sur l'ensemble du trarticie.

Ces propositions ont été présentées au Bureau de la MOT qui s'est tenu le 9 décembre, afin de pouvoir être transmises à l'ensemble des adhérents et soumises au vote de l'Assemblée Générale en début d'année 2022.

Plus d'infos \longrightarrow

FRANCE/ BILATÉRAL



Traité d'Aix-la-Chapelle et Déclaration franco-allemande de Berlin publié en Juillet 2021

Le Conseil des ministres franco-allemand qui s'est réuni le 31 mai 2021 autour d'Emmanuel Macron et d'Angela Merkel, a dressé le bilan de la mise en œuvre du Traité d'Aix-la-Chapelle et les avancées substantielles de la coopération franco-allemande de ces derniers mois. Il a aussi été l'occasion de lancer de nouvelles coopérations, notamment dans le domaine de la santé, de la culture et de la jeunesse, ainsi que de préparer les grandes échéances internationales et européennes à venir.

Deux documents ont été publiés à cette occasion : la Déclaration franco-allemande de Berlin qui consacre le renforcement de la mise en œuvre de projets bilatéraux clés ; un second document dédié à la mise en œuvre du Traité d'Aix-la-Chapelle et aux nouveaux projets.





I

À NOTER

Le Comité de Coopération transfrontalière franco-allemand (CCT), institué par le Traité d'Aixla-Chapelle, pour « créer une capacité de décision accrue pour la coopération transfrontalière en impliquant tous les acteurs concernés à tous les niveaux fédéraux et administratifs des deux côtés de la frontière » s'est doté d'un site Internet.

Projet de loi 3DS : renforcer le volet

transfrontalier
PUBLIÉ EN SEPTEMBRE 2021

Dans le cadre de l'examen du projet de Loi 3DS au Parlement, la MOT, au nom de son réseau, a adressé aux co-rapporteurs de la Commission des Lois du Sénat sur ce texte, des propositions d'amendements visant à renforcer son volet transfrontalier. Elle s'est mobilisée tout au long du processus parlementaire pour l'enrichir, à l'appui de cette contribution.







Plan interministériel « Avenir montagnes »

PUBLIÉ EN JUILLET 2021

Le Premier ministre Jean Castex a présenté le plan interministériel « Avenir montagnes » le 27 mai 2021. Dans un entretien avec l'ANCT, Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la Ruralité, détaille les axes majeurs de ce plan d'envergure, qui mobilise près de 650M€. Il présente également le programme d'appui « Avenir montagnes Ingénierie » que l'ANCT et ses cinq commissariats

de massif vont mettre en place pour accompagner une soixantaine de territoires, en 2021 et 2022. Rappelons que les espaces de montagne représentent plus de 40% des frontières françaises.

Plus d'infos \longrightarrow



Rencontre entre le président de la MOT et le ministre Clément Beaune

PUBLIÉ EN SEPTEMBRE 2021

Le Président de la MOT Christian Dupessey a rencontré le 25 août dernier le ministre Clément Beaune pour évoquer les enjeux des bassins de vie transfrontaliers, et le rôle de la MOT à leur appui.

Plus d'infos \longrightarrow

Le transfrontalier dans les propositions du Conseil d'État pour améliorer le recours à l'état d'urgence PUBLIÉ EN OCTOBRE 2021

L'utilisation de l'état d'urgence sur trois des six dernières années a conduit le Conseil d'État, dans le cadre de son étude annuelle 2021, à analyser les enseignements de ce régime d'exception.

Il propose une doctrine d'emploi avec 15 propositions d'amélioration. Parmi elles, l'intégration à la présidence française de l'UE au 1er semestre 2022 d'un « plan d'action tirant les enseignements de la crise terroriste et de la crise sanitaire », comportant comme « points principaux : [...] l'élaboration d'une coopération renforcée autour des enjeux des travailleurs frontaliers ; la signature de conventions bilatérales ou multilatérales de coopération administrative entre les administrations de pays frontaliers dans les domaines utiles à la gestion des crises majeures. »

Plus d'infos \longrightarrow



Petites villes aux frontières :

l'implication de la MOT aux côtés de l'ANCT

PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2021



En tant que « partenaire dans l'action », la MOT prend une part active au programme « Petites villes de demain » piloté par l'ANCT. Le 25 octobre, elle a participé aux Rencontres nationales du programme, destinées aux 1600 villes qui en sont bénéficiaires. Réunissant pas moins de 600 participants, elles ont été l'occasion de nombreux échanges politiques et techniques entre l'ensemble des parties prenantes.

Les ministres Jacqueline Gourault, Joël Giraud et Brigitte Bourguignon ont rappelé les fondamentaux du cadre d'intervention, notamment l'aspect « sur-mesure » du programme : les moyens déployés sont adaptés aux besoins recensés par les villes et les intercommunalités bénéficiaires. L'une des principales mesures effective aujourd'hui est l'appui en ingénierie des collectivités, avec l'octroi d'aides aux recrutements de « chefs de projet Petites villes de demain » dans les territoires ciblés.

En parallèle des plénières, s'est tenu un forum des partenaires, espace de rencontre privilégié entre les représentants des villes bénéficiaires et les associations et établissements publics partenaires du programme. Cet espace a été l'occasion pour la MOT de présenter à plus d'une dizaine de villes aux frontières la possibilité qui s'offre à elles de solliciter l'appui de la MOT en matière d'ingénierie, et de soutien à l'élaboration de leur projet de revitalisation afin d'y intégrer enjeux et actions transfrontalières.

Plus d'infos \longrightarrow

Le Traité du Quirinal,

une avancée historique pour la coopération transfrontalière franco-italienne

PUBLIÉ EN DÉCEMBRE 2021

À la veille de la présidence française de l'UE, le Président français Emmanuel Macron et le chef du gouvernement italien, Mario Draghi, ont signé à Rome un traité de coopération bilatérale renforcée, le « Traité du Quirinal ». 60 ans après la signature du traité franco-allemand de l'Elysée, ce « pacte d'amitié » est historique et marque la volonté, au plus

haut sommet de l'Etat, de faire avancer la coopération transfrontalière franco-italienne. Le traité du Quirinal comporte douze articles. Il est assorti d'une feuille de route qui « précise les axes et les projets de coopération que les deux pays entendent mettre en place ». L'article 10 du Traité se consacre à la coopération transfrontalière. Il met en avant la reconnaissance de la frontière francoitalienne comme « bassin de vie continu, où les populations française et italienne partagent un destin commun », et crée un « comité de coopération frontalière » dédié aux enjeux transfrontaliers sur le même principe que le comité franco-allemand du Traité d'Aix-la-Chapelle.

La MOT s'investira pleinement dans ces avancées, notamment sur les questions



de gouvernance (comité de coopération) et d'observation, pour lesquelles son réseau et son expertise sont un atout majeur.

Plus d'infos \longrightarrow

L'ARTICLE 10 DU TRAITÉ DÉTAILLE DES OBJECTIFS CONCRETS :

- 1. faciliter « la vie quotidienne des habitants de ces territoires » ;
- 2. doter les acteurs « des compétences appropriées pour dynamiser les échanges et la coopération », soutenir « les projets qui favorisent l'intégration de cet espace et la réalisation de son potentiel humain, économique et environnemental », « renforcer notamment la coopération transfrontalière en matière de santé et d'interventions de secours aux personnes »¹, adopter « les modifications réglementaires et [soumettre] à leur parlement les modifications législatives qui sont nécessaires pour lever les obstacles à la coopération frontalière, y compris pour la création de services publics communs en matière sociale, sanitaire, environnementale, énergétique, éducative, culturelle et de transports »;
- 3. approfondir la coopération en matière de sécurité ;
- 4. développer « un réseau de transport transfrontalier ferroviaire, routier et maritime » plus « intégré »²;
- 5. favoriser « la formation de locuteurs bilingues en français et en italien » ;

- 6. étudier « les évolutions de l'espace frontalier, dans une mise en réseau de leurs organismes d'observation territoriale » ;
- 7. Le Traité acte également de la création du « Comité de coopération frontalière » : « présidé par les ministres compétents des Parties, [il] rassemble les représentants des autorités locales, des collectivités frontalières et des organismes de coopération frontalière, des parlementaires et des représentants des administrations centrales. [II] se réunit au moins une fois par an, peut proposer des projets de coopération frontalière dans tous les domaines de politiques publiques, et toute solution pour leur réalisation, y compris le cas échéant conventionnelle, législative ou réglementaire. [II] peut se réunir [...] en cas de crise susceptible d'affecter les deux côtés de la frontière ».
- 1 La feuille de route développe l'axe « se porter secours de part et d'autre de la frontière » et propose « d'entamer les négociations sur un accord transfrontalier sur la coopération entre établissements de santé », qui vise à être opérationnel « en cas d'urgence ou de crise ».
- 2 La feuille de route met l'accent sur l'amélioration des liaisons transfrontalières de transports.

Volet transfrontalier

pour le Pacte Sambre-Avesnois-Thiérache

PUBLIÉ EN DÉCEMBRE 2021



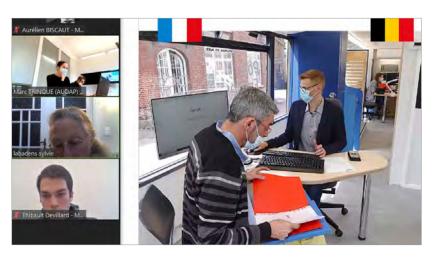
Le 19 novembre 2021, le Président français Emmanuel Macron est venu signer dans l'Avesnois et en Thiérache un contrat de deuxième génération entre l'Etat et le territoire.

Au travers du diagnostic réalisé et des actions programmées, plusieurs « réflexes transfrontaliers » sont identifiés, avec des impacts stratégiques pour le territoire francobelge : création d'un comité de coopération transfrontalière, interopérabilité ferroviaire, schéma fluvial commun, boucles de chaleur transfrontalières, gouvernance de l'emploi, tourisme ou encore coopération sanitaire... Le président de l'Agglomération Maubeuge Val de Sambre (CAMVS), Benjamin Saint-Huile, est l'un des signataires du Pacte. En parallèle, la CAMVS a engagé une démarche appuyée par la MOT pour l'élaboration d'une stratégie transfrontalière.

Plus d'infos \longrightarrow

Atelier sur les services publics lors des rencontres de la FNAU

PUBLIÉ EN DÉCEMBRE 2021



Lors des 42ºmes rencontres nationales de la FNAU, la MOT a co-animé un atelier avec l'Agence d'Urbanisme Atlantique et Pyrénées (AUDAP) sur le sujet de l'offre et de l'accès aux services publics en transfrontalier.

La séquence a été introduite par Jean-René Etchegaray, président de la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

Elle a donné lieu à la présentation de démarches publiques innovantes pour le renforcement de la cohésion transfrontalière : lieux d'appui aux démarches administratives (portail EMPLEO du GECT Nouvelle Aquitaine-Euskadi-Navarre, « France Services » du Département du Nord),

services d'accueil des publics ou de secours portés conjointement de part et d'autre de la frontière (écoles, crèches, hébergements... de la Ville de Sare, des Départements du Nord et des Pyrénées-Atlantiques).

En lien avec le travail des agences d'urbanisme, le développement d'une offre de mobilité transfrontalière (Syndicats des mobilités Adour) et de l'observation des questions d'accessibilité aux services publics (AGUR) ont également été soulignés.

Plus d'infos \longrightarrow

Résolution pour une « coopération hospitalière transfrontalière effective »

PUBLIÉ EN DÉCEMBRE 2021



Le 25 novembre 2021, une résolution déposée par le député du Bas-Rhin Antoine Herth pour développer une meilleure coopération sanitaire transfrontalière entre la France et ses pays voisins, a été adoptée à l'Assemblée Nationale. Rappelant la nécessité d'une approche globale et coordonnée dépassant « les seules initiatives locales » notamment pour approfondir la coopération hospitalière dans les territoires frontaliers, l'objectif est ainsi de donner une impulsion à des « liens et passerelles avec

[les pays] voisins qui ont été salvateurs dans un contexte de chaos sanitaire ». Dans l'article unique de la Résolution, l'Assemblée Nationale :

- Souhaite que la France prenne la tête de l'initiative politique européenne dans le renforcement et l'harmonisation des pratiques de santé transfrontalières :
- Invite dans cette perspective le Gouvernement à engager une nouvelle étape de la coopération transfrontalière sanitaire;
- Invite le Gouvernement, au travers de ses administrations déconcentrées, à faire un véritable état des lieux et un recensement de tous les partenariats, démarches et autres accords transfrontaliers existants dans le domaine de la santé:
- Invite le Gouvernement à simplifier les démarches nécessaires pour la création de nouveaux partenariats avec des établissements de santé ou des praticiens de nos pays voisins;
- 5. Appelle la France à mieux faire connaître aux usagers les actions déjà menées dans

- le domaine de la santé transfrontalière, afin que tous les Français puissent connaître les solutions possibles qui s'offrent à eux, parfois à quelques kilomètres, mais dans un pays étranger;
- 6. Appelle la France à mettre en place, dans les meilleurs délais, aux échelles départementale, régionale et nationale, un véritable schéma de coopération transfrontalière sanitaire, afin de sanctuariser, de connaître et de développer les démarches transfrontalières avec pour objectif une vraie solidarité sanitaire dans tous les domaines de la santé entre notre pays et nos voisins:
- Appelle enfin le Gouvernement à œuvrer pour une harmonisation des droits des patients des zones transfrontalières.





Les acteurs du transfrontalier (ré)unis pour relancer la coopération transfrontalière

Organisée par le Comité européen des régions en lien avec les autres partenaires fondateurs de l'Alliance européenne pour les citoyens transfrontaliers (MOT, ARFE, CESCI), la Conférence sur l'avenir de la coopération transfrontalière a réuni (en ligne) le 5 juillet près de 200 participants.

Au cours de l'événement, les intervenants sont revenus sur les effets de la crise sanitaire, tout en identifiant les défis actuels et futurs pour les régions transfrontalières et en esquissant une vision prospective de la coopération transfrontalière, comme vecteur d'intégration pour l'avenir de l'Europe. L'événement a eu lieu quelques jours après l'adoption, par la plénière du CdR, d'une résolution sur l'avenir à long terme de la coopération transfrontalière qui servira de contribution officielle à la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

Cette résolution avait été précédée par une large consultation organisée par le CdR, dans laquelle les représentants des régions frontalières avaient cité les transports et l'accessibilité transfrontaliers ainsi que les obstacles bureaucratiques pour les citoyens et les entreprises comme étant les plus grands obstacles auxquels les habitants sont confrontés sur leurs territoires.



L'ECBM serait un outil essentiel pour apporter des solutions concrètes à ces obstacles, spécifiques au contexte transfrontalier.

Malgré le manque de consensus au niveau des Etats membres, cette conférence a été l'occasion, pour la DG REGIO, de réaffirmer sa détermination à poursuivre la négociation sur le projet de règlement, en s'appuyant notamment sur les résultats de l'initiative « b-solutions », ayant permis d'identifier

et de répondre à plus de 90 cas à ce jour. En tant que représentant de la MOT, Jean Peyrony a insisté à cette occasion sur les enseignements à tirer de la récente crise aux frontières, de l'échelle des « bassins de vie transfrontaliers » à l'échelle européenne, en passant par le niveau national, déterminant dans la coordination des restrictions aux frontières.

Plus d'infos \longrightarrow

RECOMMANDATION DU CONSEIL ET COMMUNICATION DE LA CE

Restriction à la libre circulation et leçons à tirer de la pandémie

PUBLIÉ EN JUILLET 2021



Le Conseil de l'UE a publié le 14 juin une recommandation modifiant celle de 2020 (n°1475) relative à une approche coordonnée de la restriction de la libre circulation en réaction à la pandémie de Covid-19. A noter en point 15 : « les États membres ne devraient pas imposer aux personnes vivant dans des régions frontalières et franchissant la frontière quotidiennement ou fréquemment [...] d'effectuer un test ou une quarantaine. Si une exigence de dépistage relative aux déplacements transfrontaliers est introduite dans ces régions, la fréquence des tests effectués sur ces personnes devrait être proportionnée [...]. Si la situation épidémiologique de part et d'autre de la frontière est comparable, aucune exigence de dépistage concernant les déplacements ne devrait être imposée. »

Plus d'infos

La Commission européenne a publié le 15 iuin une Communication adressée au Conseil, Conseil européen, Comité économique et social européen, et au Comité des Régions concernant les premiers enseignements tirés de la pandémie de Covid-19: « Premiers enseignements tirés de la pandémie de COVID-19 ». Elle ne traite que marginalement l'enjeu des régions frontalières.

Plus d'infos

RAPPORT DE LA COMMISSION

« Les régions frontalières de l'UE :

laboratoires vivants de l'intégration européenne »

PUBLIÉ EN SEPTEMBRE 2021

Le rapport de la Commission européenne, publié le 13 juillet 2021, revient sur les lecons tirées de la crise du Covid et les initiatives menées depuis la publication de sa Communication en 2017 « Stimuler la croissance et la cohésion des régions (trans)frontalières de l'Union européenne ».

Il rappelle la nécessité de renforcer la coopération transfrontalière pour rendre ces régions plus résilientes et développer leur potentiel face aux obstacles persistants. La Communication de 2017, a permis de souligner les obstacles à la coopération transfrontalière demeurant. Dix actions avaient été proposées pour y remédier. Ces actions sont revues dans le nouveau rapport de la Commission afin de renforcer le rôle des territoires transfrontaliers comme vecteurs principaux de l'intégration européenne. Le rapport présente ainsi les progrès réalisés ces dernières années au travers d'exemples de bonnes pratiques et la mise en place d'initiatives telles que l'initiative b-solutions lancée en 2017, ayant permis l'identification des causes principales des obstacles légaux et administratifs et de proposer des solutions pour y remédier.



Les actions proposées pour renforcer la coopération transfrontalière sont regroupées autour de quatre pôles principaux :

- Résilience grâce à une coopération institutionnelle approfondie.
- Des services publics transfrontaliers plus nombreux et de meilleure qualité.
- Des marchés du travail transfrontaliers dynamiques.
- Les régions frontalières pour le pacte vert pour l'Europe.

Chaque thématique rappelle la situation actuelle, les actions menées par la Commission pour remédier aux obstacles ainsi que les actions prévues par la suite.

Plus d'infos

Rapport spécial

de la Cour des comptes européenne sur **INTERREG**

PUBLIÉ EN SEPTEMBRE 2021

La Cour des comptes européenne a publié début juillet un rapport d'audit concernant la mise en œuvre des programmes INTERREG. Il souligne que « les programmes comportent des stratégies claires pour répondre aux défis des régions transfrontalières », mais qu'ils ne sont que « peu susceptibles de libérer leur potentiel ». Il adresse aux autorités des programmes et à la CE des recommandations les invitant à mieux cibler les programmes, à hiérarchiser et financer les projets, ainsi qu'à définir des indicateurs rendant compte des effets transfrontaliers.

Plus d'infos



RÉSOLUTION DU COMITÉ EUROPÉEN DES RÉGIONS

« Une vision pour l'Europe: l'avenir de la coopération transfrontalière »

PUBLIÉ EN SEPTEMBRE 2021



Adoptée le 1° juillet, cette résolution constitue une contribution officielle du CdR à la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Elle présente les propositions concrètes du CdR et de l'Alliance européenne pour les citoyens transfrontaliers (ARFE, MOT et CESCI) pour remettre la coopération transfrontalière au centre des priorités politiques de l'UE après une année perturbée par la pandémie.

La Commission européenne est invitée à présenter une proposition afin de préserver la coopération transfrontalière aux frontières maritimes et terrestres ainsi que la vie transfrontalière en prévision de crises futures que ce soit dans l'ensemble de l'UE ou à l'échelle d'un territoire.

Parmi les points saillants mis en avant :

- Le suivi de la législation et des traités existants est nécessaire pour en améliorer la mise en œuvre et pour une coopération transfrontalière plus efficace.
- Concernant la gouvernance transfrontalière, il est indispensable que les structures transfrontalières telles que les eurorégions ou les GECT disposent d'un rôle prépondérant facilitant la mise en place de projets transfrontaliers communs. Cela s'accompagne notamment par une meilleure connaissance des structures transfrontalières et en particulier les GECT, au sein des différents services de la Commission européenne.
- Dans sa résolution, le Comité européen des régions déplore également l'impasse dans laquelle se trouvent actuellement les discussions autour du mécanisme transfrontalier européen (ECBM) alors que de nombreux obstacles administratifs et juridiques continuent d'entraver la coopération transfrontalière et la qualité de vie des citoyens vivant dans les régions frontalières.

Le CdR invite ainsi la Commission européenne à une nouvelle initiative visant à réviser le règlement relatif à l'ECBM, tenant compte des remarques soulevées par les Etats membres.

Plus d'infos →

La MOT, l'ARFE et le CESCI

signent la « Déclaration de Strasbourg » PUBLIÉ EN OCTOBRE 2021



« Maintenir la coopération transfrontalière au cœur du projet européen », telle est l'ambition de la « Déclaration de Strasbourg », signée par les trois partenaires fondateurs de l'Alliance européenne pour les citoyens transfrontaliers, le 7 octobre, à Strasbourg. Placée sous les auspices du Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux du Conseil de l'Europe, cette signature réitère l'engagement de l'ARFE, de la MOT et du CESCI pour établir « une coopération toujours

plus étroite afin de maintenir les acquis de la coopération transfrontalière le long des frontières intérieures et extérieures de l'UE et de faciliter leur développement futur ». Comme mis en avant dans le premier article de la Déclaration : « la pandémie sans précédent de COVID-19 qui s'est déclarée en 2020 a obligé les gouvernements nationaux à appliquer des mesures par lesquelles ils comptaient protéger leurs citoyens contre le virus. Ces mesures ont été mises en œuvre sans coordination et ont eu des effets dévastateurs sur le principal acquis de l'UE. Ces mesures ont également mis en lumière les besoins des citoyens frontaliers, dont beaucoup sont des travailleurs transfrontaliers, et ceux des services sanitaires et sociaux qui les emploient. » Cette signature s'est tenue en marge du séminaire de recherche « The model of the Franco-German border-Reconciliation, cooperation, integration », organisé par le réseau Jean Monnet FRONTEM, dont l'objet était d'étudier la frontière franco-allemande

comme lieu de réconciliation et de modèle pour l'intégration européenne. La MOT y a activement contribué.

Plus d'infos →

MANIFESTE FRANCO-ALLEMAND

A l'occasion de ce séminaire de recherche du réseau FRONTEM, un « Manifeste sur l'avenir de la coopération transfrontalière en Europe », adressé à la Présidence française de l'UE, ainsi qu'à la Conférence pour l'avenir de l'Europe, a été publié.

Plus d'infos \longrightarrow

Conférences à Budapest

et à Visegrad PUBLIÉ EN OCTOBRE 2021

Jean Peyrony, directeur général de la MOT est intervenu lors de deux conférences :



« CONFERENCE ON CBC»

Co-organisée par le Ministère hongrois des Affaires étrangères, le CESCI et le Conseil de l'Europe, les 9 et 10 septembre à Budapest. Son objectif: promouvoir les instruments du Conseil de l'Europe en matière de coopération transfrontalière, à l'occasion de la Présidence hongroise du Conseil de l'Europe, et favoriser les échanges de bonnes pratiques entre les pays membres. Elle a notamment rassemblé des représentants de l'Ukraine, de l'Arménie, de la Serbie et d'autres pays des Balkans. La MOT y est intervenue pour présenter la « boîte à outils » de la coopération, les exemples aux frontières françaises (Traité franco-allemand d'Aix-la-Chapelle), et le projet de règlement ECBM.

Plus d'infos

« LEGAL ACCESSIBILITY AMONG THE **VISEGRAD COUNTRIES »**

Organisée par le CESCI les 14 et 15 septembre à Visegrad, à l'occasion de la Présidence hongroise du Groupe de Visegrad (V4). Réunissant les pays du V4 (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie, représentées par leurs ambassadeurs en Hongrie), des représentants de la DG REGIO, du Comité des Régions, les partenaires de l'Alliance (MOT, ARFE, CESCI), etc. elle a permis de débattre sur les obstacles juridiques et administratifs entre les quatre pays du groupe, de faire connaître la coopération du V4 en matière d'intégration régionale, et de sensibiliser à l'enjeu de la résolution des obstacles à la coopération, et des opportunités proposées par le projet de règlement ECBM.

Plus d'infos

Un Policy Brief d'ESPON démontre la pertinence d'une approche « paneuropéenne » de l'observation transfrontalière

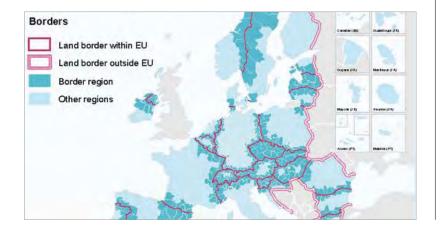
PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2021

Ce Policy Brief intitulé « Cross-border monitoring and observation in Europe » explore les conclusions d'importantes études menées au niveau européen, avec pour objectif de promouvoir, à cette échelle, l'extension des bonnes pratiques en matière d'observation transfrontalière.

Extrait du rapport : « Jusqu'à présent, la recherche a souligné que l'accès aux données pertinentes sur les régions transfrontalières est encore limité, car les données transnationales, nationales et régionales relatives à ces territoires ne sont pas structurellement

disponibles [...] ». Etant donné qu'il s'agit d'un besoin croissant et que les exemples de bonnes pratiques existent déjà, l'opportunité de construire une approche « paneuropéenne » d'observation transfrontalière, soutenue du niveau local au niveau européen, pourrait jouer un rôle important dans la suppression des obstacles et le renforcement de la cohésion ».

Plus d'infos



Lancement d'un MOOC

sur la coopération territoriale européenne

PUBLIÉ EN DÉCEMBRE 2021



Avec ses partenaires (Université de Strasbourg, Université d'Artois, Université de Thessalonique, MOT, CESCI, Euro-Institut, Réseau TEIN), la MOT a travaillé pour le compte de la Commission européenne à la fabrication du premier MOOC (Massive Open Online Course) dédié à la Coopération territoriale européenne (CTE). Les inscriptions ont été ouvertes en février

2022 pour une première session en mars 2022. L'ensemble du MOOC s'étend sur une durée de six semaines. Chaque cours se compose de plusieurs séquences complémentaires contenant vidéos, matériel pédagogique, études de cas et interviews d'acteurs. Il est dispensé en anglais et aboutit à l'octroi d'une certification.

Plus d'infos

FRANCE/ BILATÉRAL EUROPE/ INTERNATIONAL LA CARTO. LA DOC.

Conférence sur l'avenir

de l'Europe publié en septembre et novembre 2021

CRÉATION D'UN RÉSEAU **DE CONSEILLERS LOCAUX**

Afin d'associer le plus grand nombre de citoyens à la Conférence sur l'avenir de l'Europe, le Comité des Régions (CdR) est à l'initiative de la mise en place d'un « réseau européen des conseillers régionaux et locaux pour l'UE ». Il invite les autorités régionales et locales en Europe à nommer l'un de leurs membres à la fonction de conseiller chargé des affaires européennes, et propose de travailler en étroite relation avec eux pour faire entendre la voix des collectivités territoriales au sein de la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

Plus d'infos

LES PROPOSITIONS DE LA MOT POUR PROMOUVOIR LE TRANSFRONTALIER

La Conférence sur l'avenir de l'Europe, lancée le 9 mai 2021, est un exercice inédit de démocratie participative ouvert à tous les citoyens des 27 États membres. Une plateforme numérique interactive et multilingue permet à tous de participer aux débats, d'exprimer des idées et d'organiser des événements. De nombreuses autres propositions citoyennes sur les enjeux transfrontaliers sont en ligne dans les rubriques thématiques de la plateforme. La MOT a invité les acteurs de la coopération transfrontalière à y participer, et à soutenir ces propositions.

Elle souhaite encourager la prise en compte de la coopération transfrontalière dans les réflexions et plaide à ce titre, pour des consultations citoyennes transfrontalières. La Conférence sur l'avenir de l'Europe livre ses conclusions lors de la Présidence française de l'Union au 1er semestre 2022.

Plus d'infos





Afin de faire valoir les questions transfrontalières dans les défis de l'Europe de demain, la MOT y a publié quatre propositions :

- Pour une coopération plus ambitieuse dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche dans les régions transfrontalières
- Pollution de l'air : pour la création d'un système européen unique de vignettes environnementales pour tous les véhicules
- Des investissements plus importants pour une véritable « Europe du rail » afin de désenclaver les régions frontalières
- Développer des lieux pour informer les citoyens européens sur les services publics transfrontaliers et pour être à l'écoute de leurs difficultés frontalières.

Le Comité des Régions a lui aussi mis en exergue certaines propositions issues de sa Résolution sur l'avenir de la coopération transfrontalière à l'horizon 2050 - qui constitue sa contribution officielle à la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

Les GECT réunis à Innsbruck

PUBLIÉ EN OCTOBRE 2021

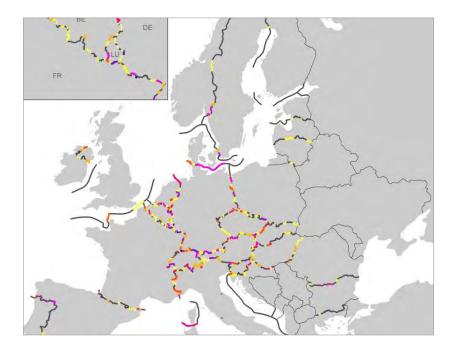
« Vous en faites partie! » C'est sous cette devise que la 11ème Plateforme des GECT s'est ouverte le 30 septembre, accueillie par l'Eurorégion Tyrol-Haut-Adige-Trentin (frontière Autriche-Italie), à l'occasion de son 10ème anniversaire. La MOT a participé à cet événement. La 11 ème Plateforme a mis à l'honneur les initiatives portées par les GECT, que ce soit en termes de démarches pionnières (approche CLLD dans le cadre d'Interreg, rôle d'un GECT comme coordinateur d'une candidature au titre de « Capitale européenne de la culture »), ou en matière de gestion de crise ou de relance économique, avec l'exemple des deux eurorégions franco-espagnoles.

Le réseau des GECT a également souhaité la bienvenue à trois nouveaux membres : le Kvarken Council, premier GECT établi dans les pays nordiques ; le Geopark Karawanken entre Autriche et Slovénie et le nouvel Eurodistrict Region Freiburg - Centre et Sud Alsace, ayant vocation à jouer un rôle central et de « co-action » pour répondre aux fortes attentes politiques du territoire (post-Fessenheim, ligne Colmar-Fribourg).

Plus d'infos



La DG REGIO dévoile les premiers résultats de son étude sur les services de transports publics transfrontaliers publics transfrontaliers



L'accessibilité en transports en commun demeure un frein majeur au désenclavement des régions frontalières européennes. C'est à partir de ce constat que la Commission européenne a lancé en 2020 une étude globale pour recenser l'ensemble des services existants aux frontières européennes. Le « Beyond Borders Breakfast Debate » du 2 décembre 2021, auquel la MOT a participé, a été l'occasion pour la DG REGIO de présenter les premiers résultats de cette étude inédite. Une plateforme de visualisation en ligne1 a été dévoilée, affichant des informations sur près de 7 000 services de transport public transfrontaliers (CBPT) le long de l'ensemble des frontières

intérieures de l'UE, ainsi que des frontières avec le Liechtenstein, la Norvège, la Suisse et le Royaume-Uni².

L'étude a permis de calculer pour la première fois un indice de perméabilité des sections frontalières en mettant en relation l'offre de services (le nombre de CBPT) et la demande³ afin d'identifier les segments frontaliers à forts enjeux en termes de besoins. A titre d'exemple, l'étude conclut que malgré la perméabilité élevée entre les pays du Benelux, la France et l'Allemagne, et l'Allemagne et la Suisse, il existe des sections qui bénéficieraient du renforcement de l'offre en transports.

La perméabilité est généralement faible pour les longues zones frontalières en Scandinavie, dans les États baltes, dans les pays d'Europe de l'Est, dans les Pvrénées et à la frontière luso-espagnole. Néanmoins, certains de ces tronçons frontaliers non perméables ne présentent pas de demande spécifique pour le CBPT, car l'absence de services coïncide souvent à une absence de demande. L'étude identifie également les principaux obstacles au développement de CBPT : manque de coordination en matière de billettique, information aux vovageurs non-adaptée, horaires de passage peu cohérents, etc. Elle détaille, à l'aide de 31 études de cas, les modes de gestion les plus communs et efficaces afin de dresser des recommandations pour des futurs CBPT. Avec cette initiative, la DG REGIO réaffirme son « borderless mindset » et son engagement pour faire des régions transfrontalières de véritables « zones fonctionnelles ouvertes à 360° », permettant à ces territoires de surmonter la « discrimination géographique » liée à la présence d'une frontière nationale.

Plus d'infos →

- 1 www.crossbordertransport.eu. Cette plateforme fournit informations très complètes : détails sur l'origine et la destination de chaque service (train, bus, ferry, tram), nom de la ligne, opérateur, emplacement des arrêts, fréquence du service. Des couches supplémentaires complètent ces données en fournissant un aperçu global de l'offre en transports publics transfrontaliers : les résultats de l'analyse de perméabilité indique la relation entre les services CBPT et la demande latente dans un segment frontalier ; des informations catégorisées sur le nombre de CBPT par segment frontalier ; des informations sur le nombre total de services CBPT par pays, la France étant le deuxième pays d'Europe, derrière l'Allemagne.
- 2 Il est à noter que, compte tenu du contexte actuel très évolutif et très impactant pour le secteur des transports, l'étude se réfère exclusivement à la période précédant la pandémie (jusqu'à fin 2019), y compris pour les horaires de passage et les données de fréquentation.
- 3 Densité de population, présence de conurbations, augmentation de la population frontalière, etc.



Lancement du projet pilote « Cross-Border Crisis Response Integrated Initiative » (CBCRII)

PUBLIÉ EN DÉCEMBRE 2021

Initié par Anne Sander, député européen, le projet pilote du Parlement européen intitulé « Cross-Border Crisis Response Integrated Initiative » (CBCRII) a été approuvé. Il peut maintenant être mis en œuvre par la DG REGIO. Ce projet vise quatre objectifs :

- La réalisation d'un rapport sur les conséquences de la crise du covid dans les régions frontalières
- Le développement d'une information en ligne actualisée et structurée sur les services publics transfrontaliers dans les régions transfrontalières
- L'élaboration d'un plan d'action pour systématiser la coopération en matière de gestion de crise dans les régions frontalières de l'UE
- Le renforcement de leur potentiel par le co-développement, l'aménagement du territoire transfrontalier et la gouvernance multi-niveaux.

Plus d'infos \longrightarrow

Réseau mondial pour les études frontalières : la MOT partenaire

PUBLIÉ EN SEPTEMBRE 2021



Issu du projet « Borders in Globalization » (BIG), ce nouveau réseau « 21st Century Borders: Emergent Challenges Among and Within States », rassemble neuf organisations intergouvernementales et transnationales dont la MOT ainsi que des universitaires de premier plan (issues de 15 pays¹). Porté par des chercheurs de l'Université de Victoria (Canada), il vient d'obtenir un financement de plus de 9 millions de dollars.

Ce réseau explore la nature changeante des frontières physiques, virtuelles ou mobiles (pré-dédouanement,...) au 21 ème siècle. Il inclut la problématique des communautés autochtones dont les territoires sont traversés

par des frontières (comme pour les Sami au nord de l'Europe).

Les chercheurs à l'origine du projet sont originaires de l'université de Victoria (Canada). Ils ont récemment obtenu de la part du gouvernement fédéral un financement de plus de 9 millions de dollars. A ce financement s'ajoute un financement supplémentaire de 2,5 millions de dollars accordé au projet par le CRSH. Le projet est dirigé par Emmanuel Brunet-Jailly, professeur à l'École d'administration publique de l'UVic et Jeff Corntassel, chercheurs en sciences humaines à l'UVic. L'objectif est de créer un réseau constitué de décideurs et d'universitaires. Depuis 2014, le réseau BIG

a lancé plus de 130 projets de recherche liés aux frontières dans la mondialisation

Plus d'infos \longrightarrow

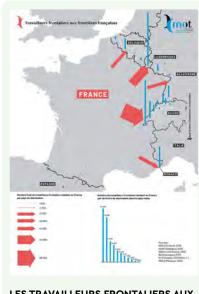
1 16 Universités de 15 pays d'Australasie, Europe, Amérique du Nord, Amérique latine, Afrique, et Asie du Sud.



Une carte transfrontalière chaque lundi avec #lundicarto

En novembre 2021, la MOT a pris l'initiative de valoriser chaque lundi sur twitter une carte visualisant la réalité des flux et de la coopération dans les bassins de vie transfrontaliers.

EN NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 2021, ONT ÉTÉ PUBLIÉES :



LES TRAVAILLEURS FRONTALIERS AUX FRONTIÈRES FRANÇAISES

SAVIEZ-VOUS QUE

près de 430 000 personnes habitent sur le territoire métropolitain et travaillent dans un pays frontalier?





LES TERRITOIRES TRANSFRONTALIERS AUX FRONTIÈRES FRANÇAISES

SAVIEZ-VOUS QUE

plus de 38 millions de personnes vivent dans ces territoires?

Plus d'infos →



COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE FRANCE-BELGIQUE

SAVIEZ-VOUS QUE

plus de 37 000 personnes vivent en FR et travaillent en BE?

Plus d'infos →



COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE FRANCE-ITALIE

Le Traité du Quirinal : un grand pas pour l'intégration #transfrontalière des territoires à la frontière





COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE FRANCE-SUISSE

plus de 192 000 travailleurs frontaliers résident en France et travaillent en Suisse?



COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE GRANDE RÉGION

cet espace de coopération #transfrontalière compte plus de 250 000 travailleurs frontaliers?

Plus d'infos →



COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE FRANCE-ALLEMAGNE

ce territoire compte 5 #eurodistricts et 2 tramways #transfrontaliers

Plus d'infos \rightarrow



PUBLICATIONS DE LA MOT



RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA MOT

Bilan d'une année marquée par la crise

PUBLIÉ EN JUILLET 2021

La MOT a publié son rapport d'activité pour l'année 2020, une année marquée par de nombreuses fermetures de frontières, plaçant les territoires transfrontaliers en « première ligne » de la crise sanitaire.

Plus d'infos →

SYNTHÈSE DU GROUPE DE TRAVAIL « SOLIDARITÉS TERRITORIALES »

Crises aux frontières : quelles réponses solidaires, quels déséquilibres?

PUBLIÉ EN SEPTEMBRE 2021

Quelles ont été les différentes formes de crises aux frontières depuis début 2020? Au-delà des initiatives solidaires prises pour la gestion de crise, quels déséquilibres manifestes cellesci ont-elles révélés? Pour y répondre, la MOT publie la synthèse d'un an de réflexions de son groupe de travail « Solidarités territoriales ». Orienté sur la place des acteurs locaux dans la gestion de crise en transfrontalier, et avec la mobilisation d'une dizaine d'intervenants. le groupe de travail est revenu en détail sur les questions propres aux impacts et à la gestion de la crise aux frontières. Parmi les principaux constats : la nécessité de structurer les systèmes de coordination de crise avec l'aide des acteurs de terrain, ou le fait de mieux documenter les grands déséquilibres structurels (politiques, économiques, sociaux, fiscaux...) connus sur ces espaces, avec pour finalité de renforcer les réponses publiques qui leur sont faites.

Plus d'infos \longrightarrow



PLAQUETTE «FOCUS»

DE RESTITUTION DU SÉMINAIRE
SUR LES LIAISONS FERROVIAIRES
TRANSFRONTALIÈRES

Pour une meilleure mobilité dans les bassins de vie transfrontaliers

PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2021

La conférence sur les liaisons ferroviaires transfrontalières organisée en juin 2021 par la MOT et l'Eurodistrict PAMINA, avec le soutien du Comité des Régions avait réuni près de 200 participants.

S'inscrivant dans le cadre de l'Année Européenne du Rail, cet événement avait permis un partage d'expériences entre les acteurs locaux, nationaux et européens, mettant en débat les défis et les obstacles en matière de mobilité dans les territoires transfrontaliers.



La publication met en exergue des recommandations concrètes pour une meilleure prise en compte des besoins de mobilité dans les bassins de vie transfrontaliers.



Actes de la conférence annuelle

PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2021
Les quatre tables-rondes organisées
lors de l'événement annuel de la MOT,
les 21 et 22 septembre 2021, ont
donné lieu à de riches débats entre les
200 participants présents à Morteau
et à la Chaux-de-Fonds. Elles
avaient porté sur :

- TR#1 : Transition écologique : Vers une sobriété transfrontalière?
- TR#2 : Co-développement : La relance économique peut-elle être transfrontalière et solidaire?
- TR#3 : Citoyenneté : Comment favoriser l'inclusion citoyenne et territoriale transfrontalière?
- TR#4 : Résilience : La montagne iurassienne



ATELIER #EWRC
« RESPIRER SANS FRONTIÈRES »

Trois fiches projet

PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2021

Suite à l'atelier de la MOT « Respirer sans frontières » organisé le 13 octobre lors de la Semaine européenne des villes et des régions, la MOT a publié trois fiches projets correspondant aux exemples de bonnes pratiques présentés lors de l'atelier :

- Projet « Atmo-VISION : stratégies pour un air meilleur dans le Rhin Supérieur »
- Projet « TransfAIR : améliorer la qualité de l'air à l'échelle transfrontalière »
- Projet « B-solutions : reconnaissance des vignettes anti-pollution ».

Plus d'infos \longrightarrow

AUTRES

PUBLICATIONS



Guidebook on registering EGTCs

COMITÉ EUROPÉEN DES RÉGIONS, SPATIAL FORESIGHT, T33, 2021



An empirical approach to cross-border spatial planning initiatives in Europe

ANTOINE DECOVILLE, FRÉDÉRIC DURAND, IN REGIONAL STUDIES, AVRIL 2021



La frontière comme ressource pour la région métropolitaine trinationale de Bâle

CHRISTOPHE SOHN, IBA BASEL, AVRIL 2021



Will reducing border barriers via the EU's b-solutions lead towards greater European territorial integration?

EDUARDO MEDEIROS, MARTIN GUILLERMO-RAMIREZ, CINZIA DELLAGIACOMA, GIULIA BRUSTIA, IN REGIONAL STUDIES, 2021



The Bottom-Up Approach: Experiences with the Impact Assessment of EU and National Legislation in the German, Dutch and Belgian Cross-Border Regions

MARTIN UNFRIED, LAVINIA KORTESE, ANOUK BOLLEN-VANDENBOORN, IN TERRITORIAL IMPACT ASSESSMENT, 2020



Mapping the crossborder cooperation 'galaxy': an exploration of scalar arrangements in Europe

JIANNIS KAUCIC, CHRISTOPHE SOHN, EUROPEAN PLANNING STUDIES, MAI 2021



Reading EUropean borderlands under the perspective of legal geography and spatial justice

ESTELLE EVRARD, EUROPEAN PLANNING STUDIES, MAI 2021



Border Cities and Territorial Development

EDUARDO MEDEIROS, ROUTLEDGE/ TAYLOR & FRANCIS GROUP, 2021



Avec contribution de la MOT



Quels enjeux et perspectives pour un espace métropolitain Strasbourg-Karlsruhe?

ADEUS, VILLE DE KARLSRUHE, EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG, JUIN 2021



Engaging civil society in cross-border regions for the future of Europe

RAPPORT FINAL DU PROJET TEIN4CITIZENS, TRANSFRONTIER EURO-INSTITUT NETWORK, JUILLET 2021



Policy Brief: Crossborder monitoring and observation in Europe

PROGRAMME ESPON, AOÛT 2021



Avec contribution de la MOT



Public consultation on overcoming crossborder obstacles – Summary report

COMMISSION EUROPÉENNE, DG REGIO, MAI 2021



L'Europe et ses territoires

JEAN-FRANÇOIS DREVET, DANS FUTURIBLES 2021/5, N°444, PP 91-98, CAIRN.INFO, MAI 2021



Quand les mécanismes de coopération sont mis à l'épreuve. L'épidémie du Covid-19 et la fermeture de la frontière francoallemande au printemps 2020 comme stress test pour la coopération transfrontalière

LES PAPIERS DE RECHERCHE DE L'ENA, COLLECTION ADMINISTRATION ET GESTION PUBLIQUES, JUIN 2021



Guide pratique – Les fonds européens au service des projets communaux et intercommunaux

AMF, JUILLET 2021



Citizens' awareness and perception of EU regional policy

FLASH EUROBAROMETER 497, COMMISSION EUROPÉENNE, OCTOBRE 2021



L'impact du Covid-19 sur les relations transfrontalières européennes : focus sur la Région Grand Est

MÉMOIRE PROFESSIONNEL DU MASTER ÉTUDES EUROPÉENNES ET INTERNATIONALES, UNIVERSITÉ D'AIX-MARSEILLE, AMÉLIE VIGNEAU, SEPTEMBRE 2021



Impacts de la crise de la Covid-19 sur l'Arc jurassien franco-suisse

OBSERVATOIRE STATISTIQUE TRANSFRONTALIER DE L'ARC JURASSIEN (OSTAJ), 2021



Frontières, entre histoires et géographies

MICHEL FOUCHER, LES EDITIONS DE L'OEIL, AOÛT 2021. CATALOGUE DE L'EXPOSITION DE LA ROCHE-GUYON, 19 MAI/28 NOVEMBRE 2021



Avec contribution de la MOT



Zoom sur... Le travail détaché, une activité de premier plan au Grand-Duché

AGENCE D'URBANISME ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE LORRAINE NORD (AGAPE), SEPTEMBRE 2021



Étrangers familiers: Les travailleurs frontaliers en Suisse: Conceptualisation, Emploi, Quotidien et Pratiques

SOUS LA DIRECTION DE CLAUDIO BOLZMAN, ISABELLE PIGERON-PIROTH ET CÉDRIC DUCHENE-LACROIX, L'HARMATTAN, OCTOBRE 2021



Cross-border cooperation in healthcare

RESEARCH FOR REGI COMMITTEE, PARLEMENT EUROPÉEN, FABIENNE LELOUP, OCTOBRE 2021



Restoring « lost connections » between the EU and the UK as a consequence of Brexit through local and regional authorities

COMITÉ EUROPÉEN DES RÉGIONS, SEPTEMBRE 2021

Portail documentaire

Hetrouvez toutes les publications sur la coopération transfrontalière dans le portail documentaire de la MOT. Plus de 4800 documents référencés, dont 2500 accessibles en ligne!





Rétrospective #01 Juillet - Décembre 2021.

Publié en Juillet 2022.

Directeur de publication : Jean Peyrony.

Réalisation : Domitille Ayral. Conception : Advitam.

Photos: Droits réservés.

Pour s'abonner à la newsletter : www.espaces-transfrontaliers.eu





Mission Opérationnelle Transfrontalière 38 rue des Bourdonnais – 75001 Paris – France www.espaces-transfrontaliers.eu tél: +33 1 55 80 56 80 mot@mot.asso.fr Suivez-nous sur les réseaux sociaux :











